il reçoit trois ans plus tard un ordre semblable de la part de M. de Denonville, et prend part à l'expédition, cette fois plus heureuse, de ce gouverneur contre les Tsonnontouans (1687). Il descend ensuite à Montréal, et de là à Québec, où il rencontre son frère, M. de Dombourg, et s'entend avec lui pour des réparations urgentes à faire à une maison de la basse-ville, qui leur appartient en commun (1). Puis « les affaires du pays ne lui permettant pas de remonter aux Illinois, » il se rend seulement à Montréal, et de là, au printemps de 1688, accompagne l'escorte que le gouverneur envoie pour ravitailler Catavakouï. En descendant de ce voyage, il est attaqué et massacré par les Iroquois (2).

Telle fut la fin de ce brave jeune homme, mort au service de son pays. D'Autray n'était pas marié et n'avait que trente six ans.

M. de Dombourg, passé en Europe dans l'automne précédent, n'apprit que l'été suivant, à son retour, la mort de son frère, dont il devenait l'héritier. D'Autray avait des propriétés aux Illinois ; de plus, Cavalier de la Salle lui devait encore une partie de ses appointements : mais les dettes du défunt ne dépasseraient-elles point son avoir ? Dans le doute sérieux où il était à ce sujet, M. de Dombourg demanda au Conseil Souverain (11 octobre 1688) et obtint la permission de n'accepter la succession que sous bénéfice d'inventaire. Puis il repassa en France, où il avait épousé quelques années auparavant Jeanne Jannier, et où demeurait sa famille. Il ne survécut à son frère que deux ou trois ans.

Sa veuve, qui n'avait que des enfants en bas âge, vint au Canada en 1691 pour régler les affaires de son mari : et nous la voyons, dans l'automne de 1692, solliciter auprès du Conseil Souverain un certificat attestant que son beau-père Jean Bourdon était mort en 1668 dans l'exercice de la charge de Procureur-général de Sa Majesté : dans le but, sans doute, de se servir de ce certificat pour l'avantage de sa famille. Le Conseil accueillit favorablement sa demande (3). Puis elle quitta le pays pour ne plus y revenir.

Ainsi s'éteignit, pour le Canada, la famille de Jean Bourdon.

(1) Sans doute cette maison dont il est question dans le testament de Bourdon. Voir plus haut, p. 21.

(2) *Jugements du Conseil Souverain de la Nouvelle-France*, t. III, p. 249.

(3) *Jugements du Conseil Souverain de la Nouvelle-France*, t. III, p. 697.